

Vers un taux de chômage record en France

Article initialement publié sur le **site du NPA**.



L'ampleur de la crise économique est sans précédent depuis la guerre. Le gouvernement table désormais sur une chute de la croissance de 8% en 2020. En réalité, elle sera sans doute supérieure à 10%. Si l'explosion du chômage est aujourd'hui relativement contenue par la prise en charge des salaires par l'État pour plus de la moitié des salariés du privé, cela ne pourra pas durer bien longtemps. Les faillites d'entreprises vont se multiplier et le chômage va exploser.

Une hausse historique du nombre de chômeurs en mars qui n'est qu'un début

En mars, le nombre de chômeurs de catégorie A à Pôle emploi (sans aucune activité) a augmenté de 246 100 (+7%). C'est la hausse la plus élevée depuis 1996, date de création de l'indicateur, alors qu'il n'y a eu que deux semaines de confinement en mars.

Dans une récente étude, l'OFCE estime que le nombre de chômeurEs a augmenté de 620 000 pendant les deux mois de confinement, soit une hausse de 2,1 points du taux de chômage officiel, qui serait donc passé de 8,1% fin 2019 à plus de 10% aujourd'hui.

Les premières victimes du confinement (outre les travailleurEs indépendants) sont les salariéEs en fin de contrats, en fin de CDD ou encore des intérimaires qui n'ont pas retrouvé de contrat. Il y a eu en effet peu de licenciements en raison de l'ampleur considérable du chômage technique, qui concerne aujourd'hui environ 12 millions de salariéEs du privé.

La hausse du chômage est pour l'instant beaucoup plus limitée qu'aux USA, où il s'est envolé, passant de 5% à 15% (le plus fort taux depuis la crise des années 1930) en un mois. Mais le chômage technique ne pourra pas être maintenu éternellement dans les conditions actuelles. À partir du premier juin, la prise en charge par l'État (aujourd'hui à 100% !) devrait baisser, pour limiter la dépense budgétaire exorbitante. D'ici quelques semaines, le taux de chômage va de façon inéluctable battre son record historique de 1994 (10,8%) pour atteindre des niveaux inégalés depuis la guerre.

Augmenter le temps de travail alors que le chômage explose : la rationalité abjecte du capitalisme

La réponse logique à la hausse du chômage devrait être la réduction du temps de travail. Mais le capitalisme a sa propre logique, celle du profit, qui exige une baisse des salaires pour restaurer les marges. Pour cela, plusieurs leviers sont possibles : diminuer encore davantage les cotisations sociales (la partie socialisée de notre salaire) ; allonger le temps de travail (augmentation du temps de travail hebdomadaire, suppression de jours de congé...) sans augmenter dans la même proportion les salaires. Le premier levier fait consensus depuis les années 1990 entre la « gauche » et la « droite » bourgeoises. Le second, qui s'attaque au salaire direct, est désormais sur la table. Macron a d'ores et déjà profité de l'état d'urgence sanitaire pour rallonger la durée maximale du temps de travail de 48 à 60 heures par semaine. **L'Institut Montaigne, un think tank libéral, vient de préconiser de remettre en cause les 35h et de supprimer des jours fériés.** Christian Jacob (chef de LR) lui a immédiatement emboîté le pas.

Pour les capitalistes et leurs représentants, il n'y a qu'une seule réponse à la crise : faire payer les travailleurEs pour sauver leurs profits. La hausse du temps de travail a en outre un immense mérite pour eux : faire exploser le chômage, augmenter la taille de l'armée de réserve, pour faire pression à la baisse sur les salaires. C'est un mécanisme vieux comme le capitalisme, qui ne peut pas être assumé publiquement, mais c'est bien de cela dont il s'agit.

Opposer une autre rationalité à la rationalité capitaliste

L'Institut Montaigne ne regroupe pas des « monstres » : il regroupe simplement des intellectuels organiques de la classe capitaliste. Ils expriment la rationalité du système. Quand le capitalisme entre dans une crise grave, il n'y a qu'une seule façon de sortir de la crise dans le cadre du capitalisme : la dévalorisation massive du capital constant (moyens de production) et du capital variable (force de travail). La hausse du temps de travail sans compensation salariale permet cette dévalorisation massive du capital variable, tout en utilisant le chômage de masse pour espérer tuer toute forme de contestation.

Face à cela, les antilibéraux sont démunis. Prisonniers de la logique capitaliste, ils ne peuvent pas remettre en cause les dizaines milliards accordés aux capitalistes pour sauver leurs entreprises. Mais ils font croire qu'on peut aussi donner des dizaines de milliards aux travailleurEs et sortir de la crise en distribuant de « l'argent magique » à tout le monde. C'est une imposture : pour financer les plans d'aide au patronat, les travailleurEs devront payer, d'une façon ou d'une autre : soit par des baisses de salaire et des hausses d'impôts (plans d'austérité), soit par l'inflation qui revient également à baisser les salaires réels des travailleurEs.

Pour sortir de cette impasse, il faut opposer une rationalité communiste à la rationalité capitaliste. Si les capitalistes ne peuvent plus payer les salaires, ils doivent être expropriés et non subventionnés par l'argent de nos impôts ! La rationalité capitaliste nous condamne au chômage de masse et à l'appauvrissement, alors que nous disposons

des moyens de production et de la force de travail pour satisfaire les besoins sociaux. Il faut sortir du mode de production capitaliste, et mettre en place un nouveau mode de production communiste, qui mettrait fin à la propriété capitaliste, et qui permettrait aux travailleurEs de s'approprier collectivement les moyens de production pour satisfaire leurs besoins.

Gaston Lefranc, le 14 mai 2020